



Communiqué LDH

Paris, le 5 octobre 2011

Un 11 octobre de mobilisation sociale

Le 11 octobre, les organisations syndicales, CFDT, CGT, FSU, Union syndicale Solidaires et Unsa appellent les salariés à une journée de mobilisation sociale contre les mesures d'austérité planifiées par le gouvernement et pour des mesures de relance de la croissance. Tout en soulignant l'importance de réformes structurelles importantes tels qu'une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, et des services publics de qualité, elles appellent à de mesures immédiates pour faire face à l'urgence sociale :

- abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises ;
- mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières ;
- faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité ; stopper les suppressions d'emplois dans la fonction publique ;
- soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

La Ligue des droits de l'Homme constate que ces mesures sont en correspondance avec de nombreuses propositions contenues dans le « Pacte pour les droits et la citoyenneté » adopté par cinquante associations et organisations de la société civile. Elle appelle les citoyennes et citoyens à inscrire leurs propres mobilisations dans le cadre de cette journée, à faire entendre leurs voix et prendre toute leur place dans le débat public.